

**VEBRON - Commune**

**Séance du 31 août 2026**

**Membres en exercice :**

**11**

Date de la convocation: 24/08/2026

*trente et un août deux mille vingt-six l'assemblée régulièrement convoquée, s'est réunie sous la présidence de Alain ARGILIER*

**Présents : 10**

**Votants: 11**

**Pour: 11**

**Contre: 0**

**Abstentions: 0**

**Présents :** Alain ARGILIER, Christine DOUTRES, Jean-Marc AURES, Elsy ROUSSET, Loïc MAURIN, Nicole TEISSIER, Daniel PETITJEAN, Pierre MORATI, Antoinette JOTTRAND, Jean Yves BOURGIER

**Représentés:** Mélody QUET représentée par Christine DOUTRES

**Excusés:**

**Absents:**

**Secrétaire de séance:** Christine DOUTRES

**Objet : approbation du rapport CLECT 2026 - DE\_059\_2026**

**CONSIDÉRANT** que les charges transférées sont constituées par l'ensemble des charges relatives aux compétences transférées entre l'intercommunalité et les communes-membres, accompagnant le transfert de l'exercice de compétences à l'origine communales, vers l'échelon intercommunal, ou la restitution de charges de l'intercommunalité à ses communes-membres lorsque l'intercommunalité renonce à l'exercice de certaines compétences, au profit de ses communes-membres, voire lors de modifications de la carte intercommunale.

**CONSIDÉRANT** que la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT), instaurée par délibération du Conseil n°DELIB\_2026\_084 en date du 21 mai 2026, a pour mission d'évaluer ces transferts de charges, afin de garantir la neutralité budgétaire lors de chaque transfert de compétences entre l'intercommunalité et ses communes-membres (charges évaluées par les services des communes-membres, sous couvert de chaque maire ; à défaut, évaluation par la commission) pour la mandature 2026-2032. À ce titre, elle a vocation à se réunir :

- La première année d'application du régime de la Fiscalité Professionnelle Unique (création/transformation de l'intercommunalité),
- À chaque transfert de charge ou restitution de compétence ultérieure entre l'intercommunalité et ses communes-membres.

Le Conseil ne doit donc pas délibérer chaque année pour fixer le montant de l'Attribution de compensation (AC) puisque ce montant validé est reconduit d'office chaque année, sauf révision ou nouveau transfert.

**CONSIDÉRANT** que le montant de l'Attribution de Compensation ne peut pas varier automatiquement dans le temps, en fonction de la dynamique de fiscalité professionnelle ou encore de l'évolution du montant des charges transférées à l'intercommunalité. Certaines compétences transférées sont financées par une contribution, dont le montant évolue chaque

année selon des indices déterminés. L'évaluation du transfert de charges s'est faite au coût réel moyen triennal constaté dans les comptes administratifs ou comptes financiers uniques. Des évolutions importantes ont pu être constatées ces dernières années, qui impactent les finances communautaires. L'intercommunalité et ses communes-membres peuvent alors décider de réviser librement le montant de l'AC, afin d'y inclure l'évolution des charges transférées constatée.

**CONSIDÉRANT** les orientations arrêtées par la CLECT, réunie le 27 novembre 2025, adoptées par délibérations concordantes de l'intercommunalité (délibération du 4 décembre 2025) et des conseils municipaux des communes-membres ; à savoir, notamment :

- Poursuite et finalisation du travail initié en matière d'identification des biens transférés par les communes au titre des différentes compétences transférées à l'intercommunalité et mise à jour de leur statuts (PV, convention, bail, cession...). L'objectif étant non seulement de garantir la neutralité budgétaire mais aussi, une harmonisation des pratiques et une plus grande équité de traitement entre les communes-membres. Cette démarche concerne principalement les charges liées au fonctionnement des Bureaux d'information (Ispagnac, La Malène, Gorges-du-Tarn-Causse et Meyrueis), mais aussi les centres de loisirs sans hébergement (Florac, Ispagnac et Gorges-du-Tarn-Causse), en lien avec la mise en œuvre du plan d'actions issu de l'audit réalisé en 2023,
- Révision libre du montant lié à la Taxe de capitation, avec réévaluation totale sur la base des charges réelles constatées, pour tenir compte de l'impact significatif de l'inflation sur le fonctionnement du SDIS de La Lozère – sans atténuation partielle prélevée sur le FPIC,
- Poursuite du dialogue entamé avec les partenaires pour contenir les contributions budgétaires (EDML, GEMAPI).

**CONSIDÉRANT** que les données sur lesquelles s'appuie la CLECT (hors révisions libres opérées depuis 2017) sont celles qui ont été communiquées par les communes-membres au moment du transfert des compétences.

**CONSIDÉRANT** de même et à ce titre, que le législateur a prévu que, sauf révision libre, ce sont bien les montants arrêtés au moment du transfert de compétence et du bien qui font foi et que, si les modalités de gestion de ce bien évoluent du fait de la volonté de l'intercommunalité, cela ne justifie pas que les montants considérés soient pour autant révisés.

**CONSIDÉRANT** que le rapport de la CLECT n'a pas vocation à être approuvé par le Conseil communautaire, mais que cette disposition n'entache cependant pas d'irrégularité la procédure de fixation ou de révision des AC. Seul le rapport quinquennal, qui peut être établi en appui sur la CLECT concernant l'évolution du montant des AC au regard des dépenses liées à l'exercice des compétences transférées à l'intercommunalité doit être présenté par le Président à l'Assemblée, faire l'objet d'un débat au sein de l'intercommunalité et d'une délibération spécifique, avant d'être obligatoirement transmis aux communes-membres de l'intercommunalité.

**CONSIDÉRANT** que le rapport final de la CLECT devra être approuvé par délibérations concordantes à la majorité qualifiée (2/3 des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de 50% de la population totale, ou par 50% des conseils municipaux des communes représentant les 2/3 de la population), prises, au plus tard, dans un délai de trois mois à compter de la transmission du rapport au conseil municipal par le Président de la CLECT.

**CONSIDÉRANT** la délibération du Conseil communautaire n°2026-108, en date du 25 juin 2026, portant approbation du Rapport 2026 de la CLECT.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, et par 0 ABSTENTION, 11 voix POUR, 0 voix CONTRE**

**APPROUVE** le rapport de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées, réunie le 4 juin 2026,

**CHARGE** Monsieur le Maire de notifier à Monsieur le Président de la Communauté de communes Gorges Causses Cévennes la présente décision,

**DIT** que les attributions de compensation définitives seront arrêtées en 2026, sur la base de ces travaux, puis soumis au vote du Conseil municipal,

**PREND ACTE** du calendrier prévisionnel des travaux 2026 de la CLECT et du versement des attributions de compensation s'y rapportant :

- Délibérations concordantes des communes-membres : délai de 3 mois, avant le 2 octobre 2026
- Courant été 2026 : versement des acomptes AC 2026 aux communes-membres sur la base des montants AC 2025
- 29 octobre 2026 : délibération du Conseil communautaire validant les AC 2026
- Délibérations concordantes des conseils municipaux des communes-membres sur les AC 2026
- 4<sup>ème</sup> trimestre 2026 : régularisation solde AC 2026

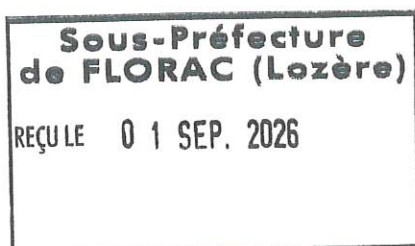
**ANNEXE** le Rapport 2026 de la CLECT,

**DONNE** tout pouvoir à Monsieur le Maire pour suivre les travaux de la CLECT et signer tout document relatif à cette affaire.

**Maire : Alain ARGILIER**

**1ere Adjointe : Christine DOUTRES**

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présent délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication, par courrier postal ou par le biais de l'application informatique "Télérecours", accessible par le lien suivant : <http://www.telerecours.fr>



Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture  
le 31 AOUT 2026  
et publié ou notifié

Alain ARGILIER  
Maire de VEBRON





# **RAPPORT 2026 DE LA COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES CHARGES TRANSFÉRÉES**



*Réunie le 4 juin 2026 à Florac-Trois-Rivières*



## **PRÉAMBULE**

L'arrêté préfectoral n° 2016335-0024 du 30 novembre 2016 porte ***création de la Communauté de communes Gorges Causses Cévennes sous le régime de la Fiscalité Professionnelle Unique***.

L'arrêté n°SOUS-PREF-2026-093-001 du 3 avril 2026 porte ***actualisation des statuts de la Communauté de communes Gorges Causses Cévennes***, conformément à l'article L.5211-5-1 du code général des collectivités territoriales.

La délibération n°DELIB\_2026\_084 en date du 21 mai 2026 porte ***création et élection des membres de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT)***, pour la mandature 2026-2032.

**Vu** l'article 1609 nonies C du code général des impôts.

**Vu** la convocation de la CLECT en date du 22 mai 2026.

En l'absence de nouveau transfert de charges et lorsque l'EPCI et les communes souhaitent procéder à une révision libre du montant de l'AC, ***il n'est pas obligatoire que cette révision libre s'accompagne d'un rapport de la CLECT***. Dans ce cas, l'EPCI et les communes doivent uniquement, ***dans les visas de leurs délibérations fixant librement le montant de l'AC, mentionner le dernier rapport réalisé par la CLECT***.

C'est en effet seulement lors de la procédure qui permet la première fixation du montant de l'AC perçu ou versé par une commune-membre d'un EPCI à FPU, à défaut d'accord entre l'EPCI et celle-ci, que le rapport de la CLECT a une valeur impérative.

Dans un souci de transparence, la CLECT convient d'établir un Rapport 2026 pour asseoir ses travaux 2026 et prévoit pour les prochains exercices de mentionner ce rapport comme référence jusqu'à la fin du mandat, conformément aux dispositions en vigueur.

Ces travaux ont été alimentés et enrichis par les orientations arrêtées par la CLECT réunie le 27 novembre 2025, adopter par délibérations concordantes de l'intercommunalité (délibération du 4 décembre 2025) et des conseils municipaux des communes-membres :

- Poursuite et finalisation du travail initié en matière d'identification des biens transférés par les communes au titre des différentes compétences transférées à l'intercommunalité et mise à jour de leur statuts (PV, convention, bail, cession...). L'objectif étant non seulement de garantir la neutralité budgétaire mais aussi, une harmonisation des pratiques et une plus grande équité de traitement entre les communes-membres. Cette démarche concerne principalement les charges liées au fonctionnement des Bureaux d'information (Ispagnac, La Malène, Gorges-du-Tarn-Causses et Meyrueis), mais aussi les centres de loisirs sans hébergement (Florac, Ispagnac et Gorges-du-Tarn-Causses)  
[...]
- Poursuite du dialogue entamé avec les partenaires pour contenir les contributions budgétaires (EDML, GEMAPI)



## INTRODUCTION ET QUELQUES RAPPELS UTILES :

### QU'ENTEND-ON PAR CHARGES TRANSFÉRÉES ?

C'est l'ensemble des charges relatives aux compétences transférées entre les communes et l'EPCI. 2 types :

- **Transferts de charges des communes vers l'intercommunalité accompagnant le transfert de l'exercice de compétences anciennement communales** vers l'échelon intercommunal
- **Restitutions de charges de l'EPCI à ses communes-membres lorsque l'EPCI renonce à l'exercice de certaines compétences** au profit de ses communes-membres, ou lors de modifications de la carte intercommunale.

### QUEL EST LE RÔLE DE LA COMMISSION LOCALE D'ÉVALUATION DES CHARGES TRANSFÉRÉES ?

Elle évalue les transferts de charges liés aux transferts de compétences entre l'intercommunalité et les communes.

L'objectif est de **garantir la neutralité budgétaire lors de chaque transfert de compétences entre l'EPCI et ses communes-membres** (charges évaluées par les services des communes-membres, sous couvert de chaque maire ; à défaut, évaluation par la commission CLECT).

La CLECT a vocation à se réunir :

- La première année d'application du régime de la Fiscalité Professionnelle Unique (création/transformation de l'EPCI).
- À chaque transfert de charge ou restitution de compétence ultérieure entre l'EPCI et ses communes-membres.

**Le Conseil ne doit donc pas délibérer chaque année pour fixer le montant de l'Attribution de compensation (AC). Le montant validé est ainsi reconduit d'office chaque année, sauf révision libre ou nouveau transfert de compétences.**



**QUEL EST LE MONTANT DE L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION ARRÊTÉ EN 2024**  
(dernière révision libre opérée) :

|                           | Nouveau montant<br>des AC | Fonctionnement     | Investissement |
|---------------------------|---------------------------|--------------------|----------------|
| Barre des Cévennes        | - 1 847,45 €              | -1 847,45 €        | - €            |
| Bédoués-Cocurès           | 18 475,71 €               | 18 475,71 €        | - €            |
| Les Bondons               | 3 153,56 €                | 3 153,56 €         | - €            |
| Cans et Cévennes          | - 7 759,11 €              | - 7 759,11 €       | - €            |
| Cassagnas                 | - 1 215,84 €              | - 1 215,84 €       | - €            |
| Florac-Trois-Rivières     | - 106 162,26 €            | - 60 533,26 €      | - 45 629 €     |
| Fraissinet de Fourques    | - 487,47 €                | - 487,47 €         |                |
| Gatuzières                | - 1 811,44 €              | - 1 811,44 €       |                |
| Gorges-du-Tarn-Causses    | 53 508,34 €               | 7 678,34 €         | 45 830 €       |
| Hures-la-Parade           | 10 931,22 €               | 10 931,22 €        | - €            |
| Ispagnac                  | 59 652,74 €               | 66 969,74 €        | - 7 317 €      |
| La Malène                 | 9 015,72 €                | 8 857,72 €         | 158 €          |
| Mas Saint Chély           | 12 988,42 €               | -4 092,58 €        | 17 081 €       |
| Meyrueis                  | 49 598,36 €               | 54 415,36 €        | - 4 817 €      |
| Rousses                   | - 3 399,16 €              | - 3 399,16 €       | - €            |
| Saint-Pierre-des-Tripiers | 1 103,27 €                | 1 103,27 €         | - €            |
| Vébron                    | - 5 266,59 €              | - 5 266,59 €       | - €            |
| <b>Total</b>              | <b>90 478,04 €</b>        | <b>85 172,04 €</b> | <b>5 306 €</b> |



## QUELLE EST LA COMPOSITION DE LA CLECT ?

La délibération n°DELIB\_2026\_084 en date du 21 mai 2026 arrête la composition de la CLECT, comme suit :

|                                  | <b><i>Membres titulaires</i></b> | <b><i>Membres suppléants</i></b> |
|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|
| <b>Barre des Cévennes</b>        | François ROUVEYROL               | Etienne VION                     |
| <b>Bédouès-Cocurès</b>           | Karine MIANE                     | Bernard GRÉGOIRE                 |
| <b>Les Bondons</b>               | Francis DURAND                   | Sylvie DUMAS                     |
| <b>Cans-et-Cévennes</b>          | Nausicaa BOUTHREUIL              | Martine DELPUECH                 |
| <b>Cassagnas</b>                 | Laurent COUDERC                  | Jean WILKIN                      |
| <b>Florac-Trois-Rivières</b>     | Bernard DURAND                   | Serge GRASSET                    |
| <b>Fraissinet de Fourques</b>    | Daniel REBOUL                    | Marie CLÉMENT                    |
| <b>Gatuzières</b>                | Michel COMMANDRÉ                 | Patricia GILLET BRUN             |
| <b>Gorges-du-Tarn-Causse</b>     | Cécile VESCHAMBRE                | Anthony CHOMAT                   |
| <b>Hures-la-Parade</b>           | Vincent PRATLONG                 | Bruno COMMANDRÉ                  |
| <b>Ispagnac</b>                  | Jérôme VIEILLEDENT               | Caroline JASSIN                  |
| <b>La Malène</b>                 | Christophe BRUN                  | Angélique NADAL                  |
| <b>Meyrueis</b>                  | David HERRARD                    | Alain GERMANAUD                  |
| <b>Mas-Saint-Chély</b>           | Gilles VERGÉLY                   | Thierry SALLES                   |
| <b>Rousses</b>                   | Daniel GIOVANNACCI               | Claude GRELLIER                  |
| <b>Saint-Pierre-Des-Tripiers</b> | Sandrine DESCAGES                | Emmanuel ADELY                   |
| <b>Vébron</b>                    | Alain ARGILIER                   | Nicole TEISSIER                  |

La CLECT est composée des 17 maires, éventuellement représentés, conformément au règlement intérieur et au Pacte de Gouvernance adopté par délibération n°DELIB\_2021-093 le 8 avril 2021, en cours d'actualisation.

Le Président de la CLECT est chargé de la convocation de la commission, de la détermination de l'ordre du jour et de la présidence des séances.

Le vice-Président le remplace en cas d'absence ou d'empêchement.

Pour mémoire, lors de la séance du 4 juin 2026, après l'installation de la Commission à la suite des élections générales de 2026, les membres de la CLECT ont élu en leur sein, à la majorité absolue un Président et un vice-Président :

- Élection du Président de la CLECT : **Jérôme VIEILLEDENT** ;
- Élection du Vice-Président de la CLECT : **Daniel GIOVANNACCI**.



## LA RÉVISION LIBRE DES MONTANTS DE L'AC :

Le montant de l'Attribution de compensation ne peut pas varier automatiquement dans le temps en fonction de la dynamique de fiscalité professionnelle ou encore de l'évolution du montant des charges transférées à l'EPCI.

Certaines compétences transférées sont financées par une contribution, dont le montant évolue chaque année selon des indices déterminés. L'évaluation du transfert de charges s'est faite au coût réel moyen triennal constaté dans les comptes administratifs. Des évolutions importantes ont pu être constatées ces dernières années, qui impactent sur les finances communautaires.

En 2022, il a notamment été décidé de réviser le transfert de la charge liée à la compétence « Taxe de capitation au SDIS de La Lozère », pour tenir compte de l'évolution importante de ses montants depuis le transfert effectif en 2018, en reconsidérant la moyenne des montants de la Taxe de capitation sur les 3 derniers exercices.

En 2023 et 2024, il a de nouveau été décidé de réviser le transfert de la charge liée à la compétence « Taxe de capitation au SDIS de La Lozère », pour tenir compte de l'évolution importante et sans précédent de cette participation, portant le montant à charge de l'intercommunalité depuis le transfert effectif en 2018 à 57.997,07€, en visant à approcher le coût réel.

**L'EPCI et ses communes-membres peuvent décider de réviser librement le montant de l'AC, afin d'y inclure l'évolution constatée des charges transférées.**

**La CLECT opte pour la mise en œuvre de cette disposition et procède à l'examen approfondi de chacun des critères ouvrant droit à l'AC.**

En 2022, le Bureau a de surcroît décidé d'engager un **audit des AC avec élaboration d'un plan d'actions pour préparer et mettre en œuvre une révision, qui permettra d'asseoir ces attributions sur des règles objectives et davantage en adéquation avec le fonctionnement des compétences intercommunales et des charges qui s'y rapportent.** Ce travail a notamment permis d'alimenter la réflexion consistant à réinterroger les compétences communautaires à la fin du mandat 2020-2026.



## PROPOSITIONS RETENUES PAR LA CLECT CONCERNANT CERTAINES CHARGES TRANSFÉRÉES

### RÉÉVALUATION LIBRE À COMPTER DE L'EXERCICE 2026 :

- **TAXE DE CAPITATION (SDIS DE LA LOZÈRE)** : compétence transférée en 2018, qui se traduit par le versement annuel d'une contribution (taxe de capitation) au SDIS, avec une revalorisation annuelle régulière constatée de 2% sur la période jusqu'en 2022, puis 6% en 2023, 4,9% en 2024, 0% en 2025 et 1,2% (inflation) en 2026. **La charge communautaire théorique 2026 s'élève à 4.076,56€, malgré la révision libre opérée par la CLECT en 2024 ; soit une charge cumulée de 62.073,63€ depuis 2018 :**

#### Évolution de la Taxe de Capitation

|      |                | 2018         | 2019         | 2020         | 2021         | 2022         | 2023         | 2024         | 2025         | 2026         |
|------|----------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| SDIS | Montant annuel | 281 716,11 € | 287 350,44 € | 293 097,43 € | 298 959,40 € | 304 938,59 € | 323 844,79 € | 339 713,18 € | 339 713,18 € | 343 789,74 € |
|      | Évolution N-1  |              | 2%           | 2%           | 2%           | 2%           | 6%           | 5%           | 0%           | 1,2%         |
|      |                | 5 634,33     |              |              |              |              |              |              |              |              |
|      | charge suppl.  | €            |              | 5 746,99 €   | 5 861,97 €   | 5 979,19 €   | 18 906,20 €  | 15 868,39 €  | -            | 4 076,56 €   |
|      | charges cumul. |              |              | 11 381,32 €  | 17 243,29 €  | 23 222,48 €  | 42 128,68 €  | 57 997,07 €  | -            | 62 073,63 €  |

**La CLECT propose à l'unanimité de poursuivre la trajectoire amorcée et annoncée en 2025, en effectuant une nouvelle révision libre de ce montant en 2026, avec réévaluation totale sur la base des charges réelles constatées, pour tenir compte de l'impact significatif de l'inflation sur le fonctionnement du SDIS.**

Compte tenu du caractère particulièrement tendu des finances communautaires et de l'utilisation qui est faite de la péréquation horizontale à l'échelle du bloc communal, il n'est pas prévu en 2026 d'atténuer l'incidence de cette révision en y consacrant une partie du FPIC, comme cela avait exceptionnellement été réalisé en 2023.

À noter, la compétence « Taxe de capitation » étant exercée par la Communauté de communes, le calcul réalisé par le SDIS de La Lozère est réalisé globalement à l'échelle communautaire, sans individualisation qui passerait par une prise en compte des critères « population » et « potentiel fiscal » selon une approche au niveau communal.

Une demande d'individualisation a été renouvelée en 2026 auprès des services du SDIS, qui ne peuvent y donner suite à ce jour.

La refonte des modes de calcul, annoncée en 2027 par le SDIS, devra prendre en compte cette spécificité, afin de pouvoir bénéficier des données à l'échelon communal, plus précises dans les calculs et permettant une prise en compte au réel.



La révision libre proposée en 2026 ne peut donc pas prendre en compte ces données individuelles. Elle s'appuie par défaut sur un lissage proportionnel entre les communes de l'augmentation globale de la capitation communautaire (+ 4.076,56€) sur la base des montants de capitation par commune-membre :

|                           | Contributions<br>SDIS<br>2024 | Contributions<br>SDIS<br>2025 | Contributions<br>SDIS<br>2026 | Augmentation<br>+ 1,2 %<br>(répartition proportion-<br>nelle) |
|---------------------------|-------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|---------------------------------------------------------------|
| Barre des Cévennes        | 9 665,33 €                    | 9 665,33 €                    | 9 781,31 €                    | 115,98 €                                                      |
| Bédouès-Cocurès           | 23 058,71 €                   | 23 058,71 €                   | 23 335,41 €                   | 276,70 €                                                      |
| Les Bondons               | 6 627,66 €                    | 6 627,66 €                    | 6 707,19 €                    | 79,53 €                                                       |
| Cans et Cévennes          | 13 117,23 €                   | 13 117,23 €                   | 13 274,64 €                   | 157,41 €                                                      |
| Cassagnas                 | 5 477,02 €                    | 5 477,02 €                    | 5 542,74 €                    | 65,72 €                                                       |
| Florac-Trois-Rivières     | 101 716,01 €                  | 101 716,01 €                  | 102 936,60 €                  | 1 220,59 €                                                    |
| Fraissinet de Fourques    | 3 175,76 €                    | 3 175,76 €                    | 3 213,87 €                    | 38,11 €                                                       |
| Gatuzières                | 2 485,37 €                    | 2 485,37 €                    | 2 515,19 €                    | 29,82 €                                                       |
| Gorges du Tarn Causses    | 46 117,41 €                   | 46 117,41 €                   | 46 670,82 €                   | 553,41 €                                                      |
| Hures la Parade           | 12 104,67 €                   | 12 104,67 €                   | 12 249,93 €                   | 145,26 €                                                      |
| Ispagnac                  | 40 364,24 €                   | 40 364,24 €                   | 40 848,61 €                   | 484,37 €                                                      |
| La Malène                 | 7 456,11 €                    | 7 456,11 €                    | 7 545,58 €                    | 89,47 €                                                       |
| Mas Saint Chély           | 6 581,63 €                    | 6 581,63 €                    | 6 660,61 €                    | 78,98 €                                                       |
| Meyrueis                  | 44 184,34 €                   | 44 184,34 €                   | 44 714,55 €                   | 530,21 €                                                      |
| Rousses                   | 4 832,66 €                    | 4 832,66 €                    | 4 890,65 €                    | 57,99 €                                                       |
| Saint Pierre des Tripiers | 3 682,00 €                    | 3 682,00 €                    | 3 726,18 €                    | 44,18 €                                                       |
| Vébron                    | 9 067,00 €                    | 9 067,00 €                    | 9 175,80 €                    | 108,80 €                                                      |
| <b>TOTAL</b>              | <b>339 713,15 €</b>           | <b>339 713,15 €</b>           | <b>343 789,71 €</b>           | <b>4 076,56 €</b>                                             |



- **FINALISATION DU TRAVAIL INITIÉ EN MATIÈRE D'IDENTIFICATION DES BIENS TRANSFÉRÉS PAR LES COMMUNES AU TITRE DES DIFFÉRENTES COMPÉTENCES TRANSFÉRÉES À L'INTERCOMMUNALITÉ ET MISE À JOUR DE LEUR STATUTS** (PV, convention, bail, cession...).

L'objectif consiste ici non seulement de garantir la neutralité budgétaire mais aussi, une harmonisation des pratiques et une plus grande équité de traitement entre les communes-membres.

Il est rappelé que *les données sur lesquelles s'appuie la CLECT* (hors révisions libres opérées depuis 2017) *sont celles qui ont été communiquées par les communes-membres au moment du transfert des compétences.*

De même à ce titre, le législateur a prévu que, sauf révision libre, *ce sont bien les montants arrêtés au moment du transfert de compétence et du bien qui font foi et que, si les modalités de gestion de ce bien évoluent du fait de la volonté de l'intercommunalité, cela ne justifie pas que les montants considérés soient pour autant révisés.*

Il est encore rappelé aux membres de la CLECT que la Communauté de communes exerce la compétence « Promotion du Tourisme » depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017 et prend donc désormais en charge, en lieu et place des communes-membres, la participation au fonctionnement des Bureaux d'information touristiques.

La synthèse des travaux conduits en 2025, en lien étroit avec les communes-membres concernées et l'Agence d'Attractivité fait apparaître que :

- Les hypothèses de départ liées au transfert n'ont quasiment pas été mises en œuvre = charges estimatives jamais transférées !
- L'Agence assure désormais, comme cela avait été convenu dans le cadre de cette réflexion, la totalité des frais liés à Internet et à la téléphonie

La CLECT constate que le principe de neutralité budgétaire nécessite une révision libre, pour corriger principalement les effets induits et coller à la réalité, sans plus pénaliser doublement les communes-membres concernées (prélèvement sur reversement fiscalité professionnelle + frais toujours à charge des communes).

En application du principe de neutralité budgétaire, qui stipule que ni la commune-membre, ni l'intercommunalité ne doivent s'enrichir ou être lésées dans le cadre d'un transfert de compétences et dans la mesure où les communes-membres conservent les charges (ménage, entretien, électricité, assurances...) et que seuls les frais liés à la téléphonie ou Internet sont assurés par l'Agence Touristique (abonnement ou remboursement), il n'y a ***plus lieu de prélever la totalité des charges estimées sur les reversements de fiscalité professionnelle au détriment des communes-membres concernées...***

Autrement dit, la neutralité budgétaire est dans ce contexte garantie et il n'y a plus lieu de compenser :

- L'intercommunalité ne s'est pas vue transférer de nouvelles charges, sauf la téléphonie et Internet.
- La commune-membre supportent les mêmes charges qu'avant le transfert.



| BIT (2017)                                            | Déclaration des communes |                |
|-------------------------------------------------------|--------------------------|----------------|
|                                                       | Fonctionnement           | Investissement |
| Sainte Enimie                                         | 1 180,90 €               | 2 372,44 €     |
| Ispagnac                                              | 3 220,99 €               | 183,66 €       |
| La Malène                                             | 1 333,24 €               | 4 011,29 €     |
| Meyrueis                                              | 5 989,93 €               | 4 817,07 €     |
|                                                       | 11 725,06 €              | 11 384,46 €    |
|                                                       |                          |                |
| BIT                                                   | 2026                     |                |
|                                                       | Fonctionnement           | Investissement |
| Sainte Enimie<br>Téléphonie - Internet<br>- Portables | 2 310,40 €               | - €            |
| Ispagnac<br>Téléphonie - Internet                     | 906,06 €                 | - €            |
| La Malène<br>Téléphonie                               | 763,20 €                 | - €            |
| Meyrueis<br>Téléphonie - Internet                     | 1 458,28 €               | - €            |
|                                                       | 5 437,94 €               | - €            |
|                                                       |                          |                |
|                                                       | - 6 287,12 €             | - 11 384,46 €  |
|                                                       |                          | - 17 671,58 €  |

La révision libre porte sur les montants suivants :

- -6.287,12€, répartis entre les communes de Sainte Énimie, Ispagnac, Meyrueis et La Malène, au titre du fonctionnement des BIT
- -11.384,46€, répartis entre les communes de Sainte Énimie, Ispagnac, Meyrueis et La Malène, au titre de l'investissement se rapportant aux BIT



## • AUTRES TRAVAUX DE LA CLECT PROGRAMMÉS EN 2026 :

- **Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI)** : compétence transférée en 2018, qui se traduit financièrement par le versement annuel d'une contribution aux différents syndicats mixtes de bassin versant auxquels la gestion de cette compétence a été déléguée : SMBV Tarn Amont et SMBV Lot Dourdou.

Les charges financières correspondantes sont partiellement couvertes par l'AC, complétée par le produit de la Taxe GEMAPI, instaurée dès 2019.

*La CLECT propose à l'unanimité de maintenir les modalités de financement des charges liées à cette compétence, adoptées en 2022 ; à savoir un vote annuel du produit de la Taxe GEMAPI, évalué en fonction du coût réel des prestations facturées sur l'exercice n-1 et du montant de l'AC, comme pratiqué depuis 2023.*

- **École départementale de Musique de la Lozère (EDML)** : compétence transférée en 2018, qui se traduit financièrement par le versement annuel d'une contribution au Syndicat mixte EDML qui gère cette compétence déléguée.

Les charges financières correspondantes sont partiellement couvertes par l'AC.

La contribution budgétaire 2024 demeure stable, mais les fortes augmentations des exercices précédents (+49%) en raison notamment de l'application de nouveaux critères et en fonction du nombre d'élèves, portent le reste à charge communautaire à 17.692,00€ ; soit une charge cumulée de 134.443,00€ depuis 2018 !

*La CLECT propose à l'unanimité de poursuivre les négociations entamées en 2023 en lien étroit avec l'EDML, pour contenir et rationaliser ce montant* (actualisation de la liste des élèves en lien avec les communes-membres, définition d'une politique communautaire concernant les élèves bénéficiant de cet enseignement, valorisation des charges liés à la mise à disposition des locaux) :

|                          | 2017   | 2018    | 2019    | 2020    | 2021    | 2022    | 2023    | 2024    | 2025    |
|--------------------------|--------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Montant total            | 5.130€ | 37.489€ | 42.136€ | 42.380€ | 42.380€ | 50.016€ | 50.016€ | 50.016€ | 55.463€ |
| Évolution n-1            |        |         | 11%     | 1%      | 0%      | 18%     | 0%      | 0%      | 9%      |
| Montant évaluation CLECT |        | 32.324€ | 32.324€ | 32.324€ | 32.324€ | 32.324€ | 32.324€ | 32.324€ | 32.324€ |



## CALENDRIER PRÉVISIONNEL :

- **4 juin 2026** : réunion de la CLECT – établissement et validation du Compte-rendu 2026
- Établissement du **Rapport 2026 de la CLECT** à soumettre au **vote du Conseil lors de la séance ordinaire du 25 juin 2026**, puis des conseils municipaux des communes-membres
- **Délibérations concordantes des communes-membres** (délai de 3 mois / 24 septembre 2026)
- **Courant été 2026** : versement des acomptes AC 2026 aux communes-membres sur la base des montants AC 2025
- **29 octobre 2026** : **délibération du Conseil communautaire (AC 2026)**
- **Délibérations concordantes des conseils municipaux des communes-membres sur AC 2026**
- **4<sup>ème</sup> trimestre 2026** : régularisation solde AC 2026

**Pour mémoire** : une même délibération d'un conseil municipal ne peut pas approuver le montant des charges transférées et fixer librement le montant des AC. Il est donc nécessaire que le rapport de la CLECT soit préalablement adopté par les communes-membres afin que puisse être opérée la fixation de l'AC. En effet, le 1° bis du V de l'article 1609 nonies C du CGI prévoit que la fixation libre du montant de l'AC entre l'EPCI et les communes-membres intéressées doit tenir compte de l'évaluation des charges transférées. En ce sens, l'adoption du rapport d'évaluation des charges transférées et la fixation libre du montant de l'AC sont deux étapes distinctes de la procédure de fixation de l'AC qui nécessitent l'adoption de deux délibérations distinctes.

**VEBRON - Commune**

**Séance du 31 août 2026**

---

|                                           |                                                                                                                                                                                            |
|-------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Membres en exercice :</b><br><b>11</b> | Date de la convocation: 24/08/2026<br><i>trente et un août deux mille vingt-six l'assemblée régulièrement convoquée, s'est réunie sous la présidence de Alain ARGILIER</i>                 |
| <b>Présents : 10</b>                      | <b>Présents :</b> Alain ARGILIER, Christine DOUTRES, Jean-Marc AURES, Elsy ROUSSET, Loïc MAURIN, Nicole TEISSIER, Daniel PETITJEAN, Pierre MORATI, Antoinette JOTTRAND, Jean Yves BOURGIER |
| <b>Votants: 11</b>                        |                                                                                                                                                                                            |
| <b>Pour: 11</b>                           | <b>Représentés:</b> Mélody QUET représentée par Christine DOUTRES                                                                                                                          |
| <b>Contre: 0</b>                          | <b>Excusés:</b>                                                                                                                                                                            |
| <b>Abstentions: 0</b>                     | <b>Absents:</b>                                                                                                                                                                            |
|                                           | <b>Secrétaire de séance:</b> Christine DOUTRES                                                                                                                                             |

---

**Objet : portant modification de la durée hebdomadaire de travail - DE\_060\_2026**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;  
Vu le Code général de la fonction publique,

Vu la délibération DE\_044\_2023 en date du 11 septembre 2023 créant l'emploi permanent d'adjoint technique territorial de catégorie C à temps non complet à raison de Entreprises et collectivités 25 heures 30 heures hebdomadaires annualisées afin d'occuper les fonctions d'agent d'entretien polyvalent en milieu rural.

**Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée :**

La nécessité de modifier la durée hebdomadaire de travail d'un emploi permanent d'adjoint technique territorial de catégorie C à temps non complet à raison de 28 heures hebdomadaires annualisées, afin de palier à l'augmentation des besoins concernant les travaux des agents territoriaux de la commune, que ce soit des travaux de voirie,

**Le Conseil Municipal sur le rapport de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré,**

**DECIDE :**

- de porter, à compter du 01/10/2026, de 25h30 heures (temps de travail initial) à 28 heures (temps de travail modifié) la durée hebdomadaire annualisé de travail de l'emploi permanent d'adjoint technique territorial de catégorie C occupant les fonctions de d'agent d'entretien polyvalent en milieu rural créé par délibération DE\_044\_2026 du 11 septembre 2023.

**PRECISE :**

- que les crédits suffisants sont prévus au budget de l'exercice

**ADOpte** : à l'unanimité des membres présents

- Transmis au représentant de l'Etat

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication, par courrier postal ou par le biais de l'application informatique « Télerecours », accessible par le lien suivant : <http://www.telerecours.fr>

**Maire : Alain ARGILIER**

**1ere Adjointe : Christine DOUTRES**

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication, par courrier postal ou par le biais de l'application informatique "Télerecours", accessible par le lien suivant : <http://www.telerecours.fr>



Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture  
le 31 AOUT 2026  
et publié ou notifié

Alain ARGILIER  
Maire de VEBRON

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'A' followed by a loop.



**VEBRON - Commune**

**Séance du 31 août 2026**

---

|                                           |                                                                                                                                                                                            |
|-------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Membres en exercice :</b><br><b>11</b> | Date de la convocation: 24/08/2026<br><i>trente et un août deux mille vingt-six l'assemblée régulièrement convoquée, s'est réunie sous la présidence de Alain ARGILIER</i>                 |
| <b>Présents : 10</b>                      | <b>Présents :</b> Alain ARGILIER, Christine DOUTRES, Jean-Marc AURES, Elsy ROUSSET, Loïc MAURIN, Nicole TEISSIER, Daniel PETITJEAN, Pierre MORATI, Antoinette JOTTRAND, Jean Yves BOURGIER |
| <b>Votants: 11</b>                        |                                                                                                                                                                                            |
| <b>Pour: 11</b>                           | <b>Représentés:</b> Mélody QUET représentée par Christine DOUTRES                                                                                                                          |
| <b>Contre: 0</b>                          | <b>Excusés:</b>                                                                                                                                                                            |
| <b>Abstentions: 0</b>                     | <b>Absents:</b>                                                                                                                                                                            |
|                                           | <b>Secrétaire de séance:</b> Christine DOUTRES                                                                                                                                             |

---

**Objet : Portant autorisations spéciales d'absences - Règlement - DE\_061\_2026**

Monsieur le Maire explique

L'article 45 de la loi du 6 août 2019 prévoit l'attribution d'autorisations spéciales d'absence liées à la parentalité et à l'occasion de certains événements familiaux. la liste de ces autorisations d'absence et leurs conditions d'application doivent être votées par les autorités territoriales.

- l'autorisation d'absence est accordée contre justificatif
- elle n'est pas accordée pendant les congés annuels ou les indisponibilités (n'interrompt pas ou ne reporte pas les congés annuels)
- est accordée aux agents titulaires, stagiaires ou contractuels
- le jour de l'événement est inclus dans le temps d'absence

il est proposé au conseil Municipal d'adopter le règlement national concernant les autorisations spéciales d'absences.

Le tableau des autorisations spéciales d'absences proposé est le suivant

## II – LES ASA discrétionnaires

| <i>Objet</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | <i>ASA dans la fonction publique<br/>d'État (à ne pas dépasser)</i>                                                                                                                                     | <i>ASA prévue par le<br/>Code du travail</i>                                                    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Mariage - PACS</b><br>de l'agent<br>d'un enfant<br>d'un père, d'une mère<br>ou d'un beau-parent ayant eu l'agent à sa charge<br><br>d'un frère, d'une soeur<br><br><i>Belle famille :</i><br>d'un beau-parent (parents du conjoint) d'un beau-<br>frère, d'une belle-soeur,<br>d'un neveu, d'une nièce (coté direct de l'agent)<br>d'un oncle, d'une tante (coté direct de l'agent)                                                                                                                                                                      | 5 jours ouvrables<br><br>1 jour<br><br>1 jour<br><br>1 jour<br><br>1 jour                                                                                                                               | 4 jours<br><br>1 jour<br><br>-<br><br>-<br><br>-                                                |
| <b>Autorisation accordée sur présentation d'une pièce justificative - Délai de route laissé à l'appréciation de l'autorité territoriale (maximum 48h)</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                                                                                                                                                                         |                                                                                                 |
| <b>Décès</b><br>du conjoint (Mariage, PACS, vie maritale)<br><br>d'un père, d'une mère<br>ou d'un beau-parent ayant eu l'agent à sa charge<br><br>d'un frère, d'une soeur,<br><br><i>Belle famille :</i><br>d'un beau-parent (parents du conjoint) d'un beau-<br>frère, d'une belle-soeur,<br>d'un neveu, d'une nièce (coté direct de l'agent)<br>d'un oncle, d'une tante (coté direct de l'agent)<br><br><i>Autre ascendant ou descendant :</i><br>d'un grand-parent, d'un arrière-grand-parent de l'agent<br>d'un petit-enfant, d'un arrière petit-enfant | <i>ASA dans la fonction publique<br/>d'État (à ne pas dépasser)</i><br>3 jours ouvrables<br><br>3 jours ouvrables<br><br>selon l'administration<br>selon l'administration<br><br>selon l'administration | <i>Code du travail</i><br>3 jours ouvrables<br>3 jours ouvrables<br>3 jours ouvrables<br>-<br>- |
| <b>Autorisation accordée sur présentation d'une pièce justificative - Délai de route laissé à l'appréciation de l'autorité territoriale (maximum 48h)</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                                                                                                                                                                         |                                                                                                 |

| Objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | ASA dans la fonction publique d'État (à ne pas dépasser)                                                                                                                                                                         | Code du travail                |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|
| <b>Maladie avec hospitalisation</b><br><br>du conjoint (Mariage, PACS, vie maritale)<br><br>d'un enfant à charge<br>(pour les enfants de moins de 16 ans : jours cumulables avec ceux octroyés dans le cadre de la circulaire ministérielle du 20/07/1982)<br><br>d'un père, d'une mère<br>ou d'un beau-parent ayant eu l'agent à sa charge                    | 3 jours (jours éventuellement non consécutifs)<br><br>3 jours (jours éventuellement non consécutifs)<br><br>3 jours (jours éventuellement non consécutifs)                                                                       | -<br><br>-<br><br>-            |
| <b>Garde d'enfant malade</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Durée des obligations hebdomadaires de service + 1 jour<br><br>Doublement possible si l'agent assume seul la charge de l'enfant ou si le conjoint est à la recherche d'un emploi ou ne bénéficie d'aucune autorisation d'absence | 3 à 5 jours mais non rémunérés |
| <b>Garde des enfants malades âgés de moins de 16 ans. Pas de limite d'âge pour les enfants en situation de handicap</b><br>Le nombre de jours est attribué par famille et non pas par enfant : A l'un ou l'autre des conjoints, par année civile, quel que soit le nombre d'enfants.<br><b>Nous vous invitons ici à appliquer ce qu'il se fait pour l'Etat</b> |                                                                                                                                                                                                                                  |                                |
| Annonce d'une pathologie chronique nécessitant un apprentissage thérapeutique, d'un cancer ou de la survenue d'un handicap chez un enfant                                                                                                                                                                                                                      | 5 jours ouvrables                                                                                                                                                                                                                | 5 jours ouvrables              |
| - Autorisation susceptible d'être accordée par extension du dispositif existant dans le Code du travail depuis 2016 (article L3142-1 et L3142-4) - Décret n°2023-215 du 27 mars 2023 fixant la liste des pathologies ouvrant droit à un congé spécifique pour les parents lors de l'annonce de la maladie chronique de leur enfant                             |                                                                                                                                                                                                                                  |                                |
| <b>Déménagement</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | 1 jour                                                                                                                                                                                                                           | -                              |
| <b>Rentrée scolaire</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                  |                                |
| <b>Concours et examens en rapport avec l'administration locale</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                             | Le(s) jour(s) des épreuves<br>Fournir la convocation et l'attestation de présence                                                                                                                                                | -                              |
| <b>Séances préparatoires à l'accouchement</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Durée des séances                                                                                                                                                                                                                | -                              |
| <b>Aménagement d'horaire pour allaitement</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Dans la limite d'une heure par jour à prendre en 2 fois                                                                                                                                                                          | -                              |
| <b>Actes médicaux nécessaires à l'assistance médicale à la procréation.</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                    | Durée de l'examen                                                                                                                                                                                                                | -                              |

|                               |              |   |
|-------------------------------|--------------|---|
| Don de sang et don de plasma. | Durée du don | - |
|-------------------------------|--------------|---|

## Les autorisations spéciales d'absence de droit

### Autorisations d'absence de droit liées à des motifs civiques

| OBJET                                                                  | DURÉE                                                                                                               | OBSERVATIONS                                                                                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Juré d'assises                                                         | Durée de la session                                                                                                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Fonction de juré obligatoire</li> <li>- Maintien de la rémunération, cumul possible avec l'indemnité de session</li> </ul>                                                                                             |
| Témoin devant le juge pénal                                            |                                                                                                                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Fonction obligatoire</li> <li>- Agent public cité comme témoin auprès d'une juridiction répressive</li> <li>- Production de la copie de la citation à comparaître ou de la convocation</li> </ul>                      |
| Formation initiale des agents sapeurs-pompiers volontaires             | 30 jours au moins répartis au cours des 3 premières années de l'engagement dont au moins 10 jours la première année | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Autorisation d'absence ne pouvant être refusée qu'en cas de nécessité impérieuse de service</li> <li>- Obligation de motivation de la décision de refus, notification à l'intéressé et transmission au SDIS</li> </ul> |
| Formations de perfectionnement des agents sapeurs-pompiers volontaires | 5 jours au moins par an                                                                                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Information de l'autorité territoriale par le SDIS deux mois au moins à l'avance sur les dates et la durée des actions de formation</li> </ul>                                                                         |
| Interventions des agents sapeurs-pompiers volontaires                  | Durée des interventions                                                                                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Établissement recommandé de convention entre l'autorité territoriale et le SDIS pour encadrer les modalités de délivrance des autorisations d'absence</li> </ul>                                                       |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><u>Conseillers municipaux</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- communes d'au moins 100 000 hbits</li> <li>- communes de 30 000 à 99 999 hbits</li> <li>- communes de 10 000 à 29 999 hbits</li> <li>- communes de 3 500 à 9 999 hbits</li> <li>- communes &lt; 3500 hbits</li> </ul> <p>Présidents, vice-présidents, membres de l'un des EPCI suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- syndicats de communes</li> <li>- syndicats mixtes</li> </ul><br><ul style="list-style-type: none"> <li>- communautés de communes</li> <li>- communautés urbaines</li> <li>- communautés d'agglomération</li> <li>- métropole</li> </ul> <p>Conseil départemental et régional</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- président, vice-président</li> <li>- conseiller</li> </ul> | <p>70h / trimestre<br/>35h / trimestre<br/>21h / trimestre<br/>10h30 / trimestre<br/>10h30 / trimestre</p> <p>Lorsqu'ils n'exercent pas de mandat municipal, les présidents, vice-présidents et membres de ces EPCI sont assimilés respectivement aux maires, adjoints et conseillers municipaux de la commune la plus peuplée de l'EPCI. En cas d'exercice d'un mandat municipal, droit au crédit d'heures ouvert au titre du mandat municipal</p> <p>Les présidents, vice-présidents et membres de ces EPCI sont assimilés respectivement aux maires, adjoints et conseillers municipaux d'une commune dont la population serait égale à celle de l'ensemble des communes membres de l'EPCI.</p> <p>140 h / trimestre<br/>105 h / trimestre</p> | <p>- Autorisation accordée après information par l'élu de son employeur, par écrit, 3 jours au moins avant son absence, en précisant la date, la durée, ainsi que le crédit d'heures restant pour le trimestre en cours</p> <p>- Le crédit d'heures ne peut être reporté d'un trimestre sur l'autre</p> |
| <p>Membres des commissions d'agrément pour l'adoption</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | <p>Durée de la réunion</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>Autorisation accordée sur présentation de la convocation</p>                                                                                                                                                                                                                                         |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Mandat électif</p> <p>1) - Autorisations d'absence accordées aux salariés membres des conseils municipaux, pour se rendre et participer aux réunions des conseils municipaux et des assemblées des organismes de coopération intercommunale en qualité de représentant de la commune.</p> <p>- Autorisations d'absence accordées aux salariés membres des conseils des EPCI pour se rendre et participer aux réunions des assemblées délibérantes.</p> <p>- Autorisations d'absence accordées aux salariés membre d'un conseil départemental ou régional.</p> | <p>Le temps d'absence cumulé résultant des autorisations d'absence et du crédit d'heures ne peut dépasser, pour une année civile, la moitié de la durée légale de travail* (soit 803,30 heures)</p> | <p>- Autorisation accordée après information de l'employeur, par écrit, de la date et de la durée de l'absence envisagée</p> <p>- Les pertes de revenus subies, du fait de l'assistance à ces séances et réunions, par les élus qui ne bénéficient pas d'indemnités de fonction, peuvent être compensées par la commune ou par l'organisme auprès duquel ils la représentent</p> <p>- Cette compensation est limitée à 72 heures (ASA et crédit d'heures) par élu et par an. Chaque heure ne peut être rémunérée à un montant supérieur à une fois et demi la valeur du SMIC</p> |
| <p>2) Crédit d'heures accordé, pour disposer du temps nécessaire à l'administration de la commune ou de l'EPCI et à la préparation des réunions, aux :</p> <p><u>Maires</u></p> <p>communes d'au moins 10 000 hbt</p> <p>communes &lt; 10 000 hbt</p> <p><u>Adjoint</u></p> <p>communes d'au moins 30 000 hbt</p> <p>communes de 10 000 à 29 999 hbt</p> <p>communes &lt; 10 000 hbt</p>                                                                                                                                                                         | <p>140h / trimestre</p> <p>122h30 / trimestre</p><br><p>140h / trimestre</p> <p>122h30 / trimestre</p> <p>70h / trimestre</p>                                                                       | <p>- Autorisation accordée après information par l'élu de son employeur, par écrit, 3 jours au moins avant son absence, en précisant la date, la durée, ainsi que le crédit d'heures restant pour le trimestre en cours.</p> <p>- Le crédit d'heures ne peut être reporté d'un trimestre sur l'autre</p>                                                                                                                                                                                                                                                                         |

### Autorisations d'absence de droit liées à des événements familiaux

| OBJET                                                                                                                                                                                                      | DURÉE                                                          | OBSERVATIONS                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Naissance                                                                                                                                                                                                  | 3 jours ouvrables                                              | Congé pris de manière continue à partir du jour de la naissance de l'enfant ou du 1 <sup>er</sup> jour ouvrable qui suit.<br>Congé accordé au fonctionnaire conjoint de la mère enceinte ou liée à elle par un pacte civil de solidarité ou vivant maritalement avec elle. (art 8 décret 2021-846) |
| Adoption                                                                                                                                                                                                   | 3 jours ouvrables                                              | Congé pris de manière continue ou fractionnée à l'occasion de chaque arrivée d'un enfant placé en vue de son adoption dans les quinze jours entourant l'arrivée de l'enfant adopté.                                                                                                                |
| Décès d'un enfant de plus de 25 ans                                                                                                                                                                        | 12 jours ouvrables                                             | Autorisation accordée de droit                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| Décès d'un enfant de moins de 25 ans ou quel que soit son âge si l'enfant décédé était lui-même parent ou d'une personne âgée de moins de 25 ans dont le fonctionnaire a la charge effective et permanente | 14 jours ouvrables<br>+<br>8 jours calendaires complémentaires | Les 8 jours ouvrables complémentaires sont fractionnables dans un délai d'un an suivant le décès                                                                                                                                                                                                   |

### Autorisations d'absence de droit liées à des motifs syndicaux

| OBJET                                                                                              | DURÉE                                                                                                             | OBSERVATIONS                                             |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|
| Représentants et experts aux organismes statutaires (CCFP, CST, FSSSCT, CSFPT, CAP, CNFPT, CDR...) | Délai de route, délai prévisible de la réunion plus temps égal pour la préparation et le compte rendu des travaux | Autorisation accordée sur présentation de la convocation |

| OBJET                                                                                                                                                                                                      | DURÉE                   | OBSERVATIONS                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Congrès ou réunions des organismes directeurs des unions / fédérations / confédérations de syndicats non représentés au conseil commun de la fonction publique                                             | 10 jours par an / agent | Autorisation susceptible d'être accordée sur présentation de leur convocation au moins trois jours à l'avance, aux agents désignés par l'organisation syndicale.<br>Délais de route non compris |
| Congrès ou réunions des organismes directeurs des organisations syndicales internationales et des unions / fédérations / confédérations de syndicats représentés au conseil commun de la fonction publique | 20 jours par an / agent |                                                                                                                                                                                                 |
|                                                                                                                                                                                                            |                         |                                                                                                                                                                                                 |

**Autorisations d'absence de droit liées à des motifs professionnels**

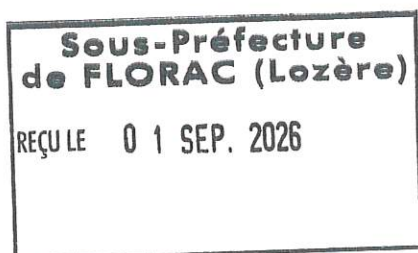
| OBJET                                                                                                                                                                                                                                                       | DURÉE | OBSERVATIONS                                                                                          |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| - Visite devant le médecin de prévention dans le cadre de la surveillance médicale obligatoire des agents (tous les 2 ans)<br>- Examens médicaux complémentaires, pour les agents soumis à des risques particuliers, les handicapés et les femmes enceintes |       | Autorisation accordée pour répondre aux missions du service de médecine professionnelle et préventive |

**Autorisations d'absence de droit liées à la maternité**

| OBJET                                                      | DURÉE             | OBSERVATIONS                   |
|------------------------------------------------------------|-------------------|--------------------------------|
| Examens médicaux obligatoires : 7 prénataux et 1 postnatal | Durée de l'examen | Autorisation accordée de droit |

**Maire : Alain ARGILIER****1ere Adjointe : Christine DOUTRES**

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présent délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication, par courrier postal ou par le biais de l'application informatique "Télérecours", accessible par le lien suivant : <http://www.telerecours.fr>



Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture  
le 31 AOUT 2026  
et publié ou notifié



## LES AUTORISATIONS SPÉCIALES D'ABSENCE

L'article 45 de la loi du 6 août 2019 prévoit l'attribution d'autorisations spéciales d'absence liées à la parentalité et à l'occasion de certains événements familiaux. La liste de ces autorisations d'absence et leurs conditions d'attribution devaient être fixées par décret mais ce décret d'application n'a jamais vu le jour. C'est la raison pour laquelle, les autorités territoriales doivent délibérer en la matière. Les collectivités peuvent se référer aux circulaires de l'Etat ainsi qu'au Code du Travail. **En l'absence de précisions réglementaires, il appartient à chaque collectivité de fixer sa propre réglementation.**

Cependant l'article 2 de la Loi n°2020-692, crée une autorisation spéciale d'absence pour le décès d'un enfant.

On distingue deux types d'autorisations d'absence :

**A. Les autorisations spéciales d'absences de droit** dont les modalités précisément définies s'imposent à l'autorité territoriale : ces autorisations d'absences ne nécessitent pas de délibération et d'avis du Comité Social Territorial (CST). Nous vous invitons tout de même à les faire figurer dans votre règlement intérieur.

**B. Les autorisations spéciales d'absences discrétionnaires** sont donc laissées à l'appréciation des pouvoirs locaux à l'occasion de certains événements. Un décret devait venir préciser ces autorisations d'absence, or à ce jour aucun texte n'a été publié en ce sens. Les collectivités voulant faire bénéficier leurs agents de ces autorisations d'absence discrétionnaires doivent en préciser le contenu et les conditions d'octroi. Il suffit pour cela qu'une délibération fixe les cas où des autorisations d'absence peuvent être accordées dans la collectivité, après avis du CST. Il s'agit en effet d'une question liée aux conditions générales de fonctionnement des services qui relève de la compétence du CST (article L.253- 5 du code général de la fonction publique).

Ces autorisations peuvent aussi être incorporées dans un règlement intérieur.

Les autorisations d'absence sont accordées sur présentation des justificatifs et sous réserve des nécessités de services. **Les autorisations d'absence ne peuvent être accordées pendant un congé annuel ou une indisponibilité.** Elles doivent être prises lors de l'événement et ne sont pas récupérables. Aucun décompte ne doit être opéré sur le temps de travail. Les autorisations d'absence sont de nature différente des congés annuels et ne sont pas comptées sur ces derniers. Pendant l'autorisation d'absence, l'agent est considéré en activité et est rémunéré normalement. Les autorisations spéciales d'absence peuvent être accordées lorsque l'agent est présent pour assurer ses fonctions. Par conséquent, un agent ne peut interrompre son congé annuel pour être placé en autorisation d'absence. De même, l'agent ne peut récupérer l'autorisation d'absence dont il n'aurait pas bénéficié en période de congés annuels. Les autorisations d'absence sont à différencier des facilités de service ou d'horaires (rentrée scolaire...) et qui font l'objet, pour leur part, d'une récupération. Les autorisations spéciales d'absence liées à la parentalité et à l'occasion de certains événements familiaux sont sans effet sur la constitution des droits à congés annuels et ne diminuent pas le nombre des jours de congés annuels.

## I – LES PRINCIPES D'APPLICATION DES AUTORISATIONS D'ABSENCE POUR EVENEMENTS FAMILIAUX

Les autorisations d'absences peuvent être accordées aux agents titulaires, stagiaires, contractuels, sur justification de l'évènement.

Le jour de l'évènement est inclus dans le temps d'absence.

La collectivité doit définir comment elle accorde les jours d'ASA (par exemple : **jours ouvrés** (jours normalement travaillés dans la collectivité) **et consécutifs, etc...**

Lorsqu'un événement ouvrant droit à une autorisation exceptionnelle d'absence se produit pendant un arrêt pour maladie, cet événement ne peut être pris en compte pour prolonger la durée de l'arrêt en cause. L'autorisation d'absence ne peut pas non plus être reportée à une date postérieure à la reprise du travail.

Une autorisation d'absence ne peut donc en aucun cas être octroyée durant un congé annuel, ni par conséquent interrompre le déroulement. Elle est accordée indépendamment des congés rémunérés (ex : congés annuels, congés de paternité...).

### **DÉLAI DE ROUTE : (à voir si la collectivité veut en définir par exemple ci-dessous)**

Compte tenu des déplacements à effectuer la durée de l'absence peut être majorée de délais de route qui sont laissés à l'appréciation de l'autorité territoriale.

Il peut être proposé, pour les autorisations d'absence d'une durée d'un seul jour, et sur demande justifiée, les délais de route suivants :

|                                           |                       |
|-------------------------------------------|-----------------------|
| - trajet aller + retour < 300 km          | pas de délai de route |
| - trajet aller + retour 4 300 km à 800 km | 1 jour                |
| - trajet aller + retour > plus de 800 km  | 2 jours               |

A titre indicatif, un délai de route qui ne peut excéder 48 heures aller-retour est, en outre, laissé à l'appréciation de l'employeur (réponse ministérielle n° 44068 – JO AN (Q) du 14 avril 2000).

## II – LES ASA discrétionnaires

| <i>Objet</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | <i>ASA dans la fonction publique<br/>d'État (à ne pas dépasser)</i>                                                                                                                                             | <i>ASA prévue par le<br/>Code du travail</i>                                                                        |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Mariage - PACS</b><br><br>de l'agent<br><br>d'un enfant<br><br>d'un père, d'une mère<br>ou d'un beau-parent ayant eu l'agent à sa charge<br><br>d'un frère, d'une soeur<br><br><i>Belle famille :</i><br>d'un beau-parent (parents du conjoint) d'un beau-<br>frère, d'une belle-soeur,<br>d'un neveu, d'une nièce (coté direct de l'agent)<br>d'un oncle, d'une tante (coté direct de l'agent)                                                                                                                                                              | 5 jours ouvrables<br><br><br>1 jour<br><br>1 jour<br><br>1 jour<br><br>1 jour                                                                                                                                   | 4 jours<br><br>1 jour<br><br>-<br><br>-<br><br>-                                                                    |
| <b>Autorisation accordée sur présentation d'une pièce justificative - Délai de route laissé à l'appréciation de l'autorité territoriale (maximum 48h)</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                                                 |                                                                                                                     |
| <b>Décès</b><br><br>du conjoint (Mariage, PACS, vie maritale)<br><br>d'un père, d'une mère<br>ou d'un beau-parent ayant eu l'agent à sa charge<br><br>d'un frère, d'une soeur,<br><br><i>Belle famille :</i><br>d'un beau-parent (parents du conjoint) d'un beau-<br>frère, d'une belle-soeur,<br>d'un neveu, d'une nièce (coté direct de l'agent)<br>d'un oncle, d'une tante (coté direct de l'agent)<br><br><i>Autre ascendant ou descendant :</i><br>d'un grand-parent, d'un arrière-grand-parent de l'agent<br>d'un petit-enfant, d'un arrière petit-enfant | <i>ASA dans la fonction publique<br/>d'État (à ne pas dépasser)</i><br><br>3 jours ouvrables<br><br>3 jours ouvrables<br><br>selon l'administration<br><br>selon l'administration<br><br>selon l'administration | <i>Code du travail</i><br><br>3 jours ouvrables<br><br>3 jours ouvrables<br><br>3 jours ouvrables<br><br>-<br><br>- |
| <b>Autorisation accordée sur présentation d'une pièce justificative - Délai de route laissé à l'appréciation de l'autorité territoriale (maximum 48h)</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                                                 |                                                                                                                     |

| Objet                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | ASA dans la fonction publique d'État (à ne pas dépasser)                                                                                                                                                                         | Code du travail                |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|
| <b>Maladie avec hospitalisation</b><br><br>du conjoint (Mariage, PACS, vie maritale)<br><br>d'un enfant à charge<br>(pour les enfants de moins de 16 ans : jours cumulables avec ceux octroyés dans le cadre de la circulaire ministérielle du 20/07/1982)<br><br>d'un père, d'une mère<br>ou d'un beau-parent ayant eu l'agent à sa charge                    | 3 jours (jours éventuellement non consécutifs)<br><br>3 jours (jours éventuellement non consécutifs)<br><br>3 jours (jours éventuellement non consécutifs)                                                                       | -<br><br>-<br><br>-            |
| <b>Garde d'enfant malade</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   | Durée des obligations hebdomadaires de service + 1 jour<br><br>Doublement possible si l'agent assume seul la charge de l'enfant ou si le conjoint est à la recherche d'un emploi ou ne bénéficie d'aucune autorisation d'absence | 3 à 5 jours mais non rémunérés |
| <b>Garde des enfants malades âgés de moins de 16 ans. Pas de limite d'âge pour les enfants en situation de handicap</b><br>Le nombre de jours est attribué par famille et non pas par enfant : A l'un ou l'autre des conjoints, par année civile, quel que soit le nombre d'enfants.<br><b>Nous vous invitons ici à appliquer ce qu'il se fait pour l'Etat</b> |                                                                                                                                                                                                                                  |                                |
| <b>Annonce d'une pathologie chronique nécessitant un apprentissage thérapeutique, d'un cancer ou de la survenue d'un handicap chez un enfant</b>                                                                                                                                                                                                               | 5 jours ouvrables                                                                                                                                                                                                                | 5 jours ouvrables              |
| - Autorisation susceptible d'être accordée par extension du dispositif existant dans le Code du travail depuis 2016 (article L3142-1 et L3142- 4) - Décret n°2023-215 du 27 mars 2023 fixant la liste des pathologies ouvrant droit à un congé spécifique pour les parents lors de l'annonce de la maladie chronique de leur enfant                            |                                                                                                                                                                                                                                  |                                |
| <b>Déménagement</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | 1 jour                                                                                                                                                                                                                           | -                              |
| <b>Rentrée scolaire</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                  |                                |
| <b>Concours et examens en rapport avec l'administration locale</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                             | Le(s) jours(s) des épreuves<br>Fournir la convocation et l'attestation de présence                                                                                                                                               | -                              |
| <b>Séances préparatoires à l'accouchement</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Durée des séances                                                                                                                                                                                                                | -                              |
| <b>Aménagement d'horaire pour allaitement</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Dans la limite d'une heure par jour à prendre en 2 fois                                                                                                                                                                          | -                              |
| <b>Actes médicaux nécessaires à l'assistance médicale à la procréation.</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                    | Durée de l'examen                                                                                                                                                                                                                | -                              |

|                                              |              |   |
|----------------------------------------------|--------------|---|
| Don de sang et don de plasma.                | Durée du don | - |
| Autre à déterminer par la collectivité ..... |              |   |

# Les autorisations spéciales d'absence de droit

## Autorisations d'absence de droit liées à des motifs civiques

| OBJET                                                                  | DURÉE                                                                                                               | OBSERVATIONS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Juré d'assises                                                         | Durée de la session                                                                                                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Fonction de juré obligatoire</li> <li>- Maintien de la rémunération, cumul possible avec l'indemnité de session</li> </ul>                                                                                                                                                                                      |
| Témoïn devant le juge pénal                                            |                                                                                                                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Fonction obligatoire</li> <li>- Agent public cité comme témoin auprès d'une juridiction répressive</li> <li>- Production de la copie de la citation à comparaître ou de la convocation</li> </ul>                                                                                                               |
| Formation initiale des agents sapeurs-pompiers volontaires             | 30 jours au moins répartis au cours des 3 premières années de l'engagement dont au moins 10 jours la première année | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Autorisation d'absence ne pouvant être refusée qu'en cas de nécessité impérieuse de service</li> </ul>                                                                                                                                                                                                          |
| Formations de perfectionnement des agents sapeurs-pompiers volontaires | 5 jours au moins par an                                                                                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Obligation de motivation de la décision de refus, notification à l'intéressé et transmission au SDIS</li> </ul>                                                                                                                                                                                                 |
| Interventions des agents sapeurs-pompiers volontaires                  | Durée des interventions                                                                                             | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Information de l'autorité territoriale par le SDIS deux mois au moins à l'avance sur les dates et la durée des actions de formation</li> <li>- Établissement recommandé de convention entre l'autorité territoriale et le SDIS pour encadrer les modalités de délivrance des autorisations d'absence</li> </ul> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Mandat électif</p> <p>1) - Autorisations d'absence accordées aux salariés membres des conseils municipaux, pour se rendre et participer aux réunions des conseils municipaux et des assemblées des organismes de coopération intercommunale en qualité de représentant de la commune.</p> <p>- Autorisations d'absence accordées aux salariés membres des conseils des EPCI pour se rendre et participer aux réunions des assemblées délibérantes.</p> <p>- Autorisations d'absence accordées aux salariés membre d'un conseil départemental ou régional.</p> | <p>Le temps d'absence cumulé résultant des autorisations d'absence et du crédit d'heures ne peut dépasser, pour une année civile, la moitié de la durée légale de travail* (soit 803,30 heures)</p> | <p>- Autorisation accordée après information de l'employeur, par écrit, de la date et de la durée de l'absence envisagée</p> <p>- Les pertes de revenus subies, du fait de l'assistance à ces séances et réunions, par les élus qui ne bénéficient pas d'indemnités de fonction, peuvent être compensées par la commune ou par l'organisme auprès duquel ils la représentent</p> <p>- Cette compensation est limitée à 72 heures (ASA et crédit d'heures) par élu et par an. Chaque heure ne peut être rémunérée à un montant supérieur à une fois et demi la valeur du SMIC</p> |
| <p>2) Crédit d'heures accordé, pour disposer du temps nécessaire à l'administration de la commune ou de l'EPCI et à la préparation des réunions, aux :</p> <p><u>Maires</u><br/>communes d'au moins 10 000 hbts<br/>communes &lt; 10 000 hbts</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | <p>140h / trimestre<br/>122h30 / trimestre</p>                                                                                                                                                      | <p>- Autorisation accordée après information par l'élu de son employeur, par écrit, 3 jours au moins avant son absence, en précisant la date, la durée, ainsi que le crédit d'heures restant pour le trimestre en cours.</p> <p>- Le crédit d'heures ne peut être reporté d'un trimestre sur l'autre</p>                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><u>Adjoint</u><br/>communes d'au moins 30 000 hbts<br/>communes de 10 000 à 29 999 hbts<br/>communes &lt; 10 000 hbts</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | <p>140h / trimestre<br/>122h30 / trimestre<br/>70h / trimestre</p>                                                                                                                                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><u>Conseillers municipaux</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- communes d'au moins 100 000 hbts</li> <li>- communes de 30 000 à 99 999 hbts</li> <li>- communes de 10 000 à 29 999 hbts</li> <li>- communes de 3 500 à 9 999 hbts</li> <li>- communes &lt; 3500 hbts</li> </ul> <p>Présidents, vice-présidents, membres de l'un des EPCI suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- syndicats de communes</li> <li>- syndicats mixtes</li> </ul> | <p>70h / trimestre<br/>35h / trimestre<br/>21h / trimestre<br/>10h30 / trimestre<br/>10h30 / trimestre</p> <p>Lorsqu'ils n'exercent pas de mandat municipal, les présidents, vice-présidents et membres de ces EPCI sont assimilés respectivement aux maires, adjoints et conseillers municipaux de la commune la plus peuplée de l'EPCI. En cas d'exercice d'un mandat municipal, droit au crédit d'heures ouvert au titre du mandat municipal</p> <p>Les présidents, vice-présidents et membres de ces EPCI sont assimilés respectivement aux maires, adjoints et conseillers municipaux d'une commune dont la population serait égale à celle de l'ensemble des communes membres de l'EPCI.</p> <p>140 h / trimestre<br/>105 h / trimestre</p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Autorisation accordée après information par l'élu de son employeur, par écrit, 3 jours au moins avant son absence,</li> <li>- en précisant la date, la durée, ainsi que le crédit d'heures restant pour le trimestre en cours</li> <li>- Le crédit d'heures ne peut être reporté d'un trimestre sur l'autre</li> </ul> |
| <p>Conseil départemental et régional</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- président, vice-président</li> <li>- conseiller</li> </ul> <p>Membres des commissions d'agrément pour l'adoption</p>                                                                                                                                                                                                                                                                       | <p>Durée de la réunion</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>Autorisation accordée sur présentation de la convocation</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

## Autorisations d'absence de droit liées à des événements familiaux

| OBJET                                                                                                                                                                                                      | DURÉE                                                          | OBSERVATIONS                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Naissance                                                                                                                                                                                                  | 3 jours ouvrables                                              | Congé pris de manière continue à partir du jour de la naissance de l'enfant ou du 1 <sup>er</sup> jour ouvrable qui suit.<br>Congé accordé au fonctionnaire conjoint de la mère enceinte ou liée à elle par un pacte civil de solidarité ou vivant maritalement avec elle. (art 8 décret 2021-846) |
| Adoption                                                                                                                                                                                                   | 3 jours ouvrables                                              | Congé pris de manière continue ou fractionnée à l'occasion de chaque arrivée d'un enfant placé en vue de son adoption dans les quinze jours entourant l'arrivée de l'enfant adopté.                                                                                                                |
| Décès d'un enfant de plus de 25 ans                                                                                                                                                                        | 12 jours ouvrables                                             | Autorisation accordée de droit                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| Décès d'un enfant de moins de 25 ans ou quel que soit son âge si l'enfant décédé était lui-même parent ou d'une personne âgée de moins de 25 ans dont le fonctionnaire a la charge effective et permanente | 14 jours ouvrables<br>+<br>8 jours calendaires complémentaires | Les 8 jours ouvrables complémentaires sont fractionnables dans un délai d'un an suivant le décès                                                                                                                                                                                                   |

### Autorisations d'absence de droit liées à des motifs syndicaux

| OBJET                                                                                              | DURÉE                                                                                                             | OBSERVATIONS                                             |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|
| Représentants et experts aux organismes statutaires (CCFP, CST, FSSSCT, CSFPT, CAP, CNFPT, CDR...) | Délai de route, délai prévisible de la réunion plus temps égal pour la préparation et le compte rendu des travaux | Autorisation accordée sur présentation de la convocation |

| OBJET                                                                                                                                                                                                      | DURÉE                   | OBSERVATIONS                                                                                                                                                                                    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Congrès ou réunions des organismes directeurs des unions / fédérations / confédérations de syndicats non représentés au conseil commun de la fonction publique                                             | 10 jours par an / agent | Autorisation susceptible d'être accordée sur présentation de leur convocation au moins trois jours à l'avance, aux agents désignés par l'organisation syndicale.<br>Délais de route non compris |
| Congrès ou réunions des organismes directeurs des organisations syndicales internationales et des unions / fédérations / confédérations de syndicats représentés au conseil commun de la fonction publique | 20 jours par an / agent |                                                                                                                                                                                                 |
|                                                                                                                                                                                                            |                         |                                                                                                                                                                                                 |

| OBJET                                                                                                                                                                                                                                                       | DURÉE | OBSERVATIONS                                                                                          |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| - Visite devant le médecin de prévention dans le cadre de la surveillance médicale obligatoire des agents (tous les 2 ans)<br>- Examens médicaux complémentaires, pour les agents soumis à des risques particuliers, les handicapés et les femmes enceintes |       | Autorisation accordée pour répondre aux missions du service de médecine professionnelle et préventive |

Autorisations d'absence de droit liées à la maternité

| OBJET                                                      | DURÉE             | OBSERVATIONS                   |
|------------------------------------------------------------|-------------------|--------------------------------|
| Examens médicaux obligatoires : 7 prénataux et 1 postnatal | Durée de l'examen | Autorisation accordée de droit |

**VEBRON - Commune**

**Séance du 31 août 2026**

Membres en exercice :

11

Date de la convocation: 24/08/2026

*trente et un août deux mille vingt-six l'assemblée régulièrement convoquée, s'est réunie sous la présidence de Alain ARGILIER*

**Présents : 10**

**Votants: 11**

**Pour: 11**

**Contre: 0**

**Abstentions: 0**

**Présents :** Alain ARGILIER, Christine DOUTRES, Jean-Marc AURES, Elsy ROUSSET, Loïc MAURIN, Nicole TEISSIER, Daniel PETITJEAN, Pierre MORATI, Antoinette JOTTRAND, Jean Yves BOURGIER

**Représentés:** Mélody QUET représentée par Christine DOUTRES

**Excusés:**

**Absents:**

**Secrétaire de séance:** Christine DOUTRES

---

**Objet : Plan de financement Adressage - DE\_062\_2026**

**OBJET : DEMANDE DE SUBVENTION**

Monsieur le Maire expose le projet suivant : **Adressage - plaques de lieux-dits - rues et numéros des habitations**

**suite à l'obligation d'adressage par les communes,**

Monsieur le Maire demande d'examiner le projet pour l'achat des plaques de lieux-dits, de rues et de numéros pour les habitations.

les plaques sont émaillées pour rester dans la continuité de celles déjà posées auparavant

les lieux dits sont des "panneaux de localisation type E"

les numéros ont été demandés en aluminium

le bilan total de références donne :

75 plaques de rues

11 lieux-dits

433 numéros de rues (1 ou 2 chiffres)

Le coût prévisionnel s'élève à : 13 552.45 € T.T.C. ou 11 293.71 € HT (selon devis reçus le jour du Conseil Municipal)

M. le Maire informe le conseil municipal que le projet est éligible à une aide de l'État sur le fond DETR dans le cadre de la mise en sécurité de la commune.

il est demandé au Conseil Municipal l'autorisation de déposer un dossier de demande de subvention pour une participation DETR la plus haute possible;

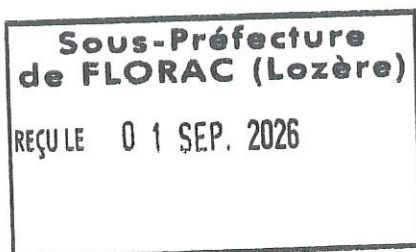
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

- **APPROUVE** la demande de devis en cours pour l'adressage
- **DECIDE** de déposer un dossier DETR pour la mise en sécurité de la Commune et de demander un financement le plus élevé possible.
- **Sollicite** une subvention de l'État sur le fond DERT, correspondant à 80% du montant du projet.
- **CHARGE** le Maire de toutes les formalités.

Maire : Alain ARGILIER

1ere Adjointe : Christine DOUTRES

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présent délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication, par courrier postal ou par le biais de l'application informatique "Télérecours", accessible par le lien suivant : <http://www.telerecours.fr>



Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture  
le 31 AOUT 2026  
et publié ou notifié



## VEBRON - Commune

Séance du 31 août 2026

---

|                             |                                                                                                                                                                                            |
|-----------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Membres en exercice :<br>11 | Date de la convocation: 24/08/2026<br><i>trente et un août deux mille vingt-six l'assemblée régulièrement convoquée, s'est réunie sous la présidence de Alain ARGILIER</i>                 |
| Présents : 10               | <b>Présents :</b> Alain ARGILIER, Christine DOUTRES, Jean-Marc AURES, Elsy ROUSSET, Loïc MAURIN, Nicole TEISSIER, Daniel PETITJEAN, Pierre MORATI, Antoinette JOTTRAND, Jean Yves BOURGIER |
| Votants: 11                 |                                                                                                                                                                                            |
| Pour: 11                    | <b>Représentés:</b> Mélody QUET représentée par Christine DOUTRES                                                                                                                          |
| Contre: 0                   | <b>Excusés:</b>                                                                                                                                                                            |
| Abstentions: 0              | <b>Absents:</b>                                                                                                                                                                            |
|                             | <b>Secrétaire de séance:</b> Christine DOUTRES                                                                                                                                             |

---

### Objet : Vulnérabilité des écoles faces aux épisodes climatiques - Projet de rafraîchissement de l'école publique de VEBRON - DE\_063\_2026

Monsieur le Maire expose :

L'Etat met en œuvre un plan d'action visant à accompagner les collectivités locales dans l'adaptation rapide de leurs bâtiments, en ciblant prioritairement les bâtiments scolaires, crèches, accueil périscolaire et cantines, les plus exposés aux fortes chaleurs.

Plusieurs opérateurs ont été choisis pour mettre en œuvre ce plan d'action et différents dispositifs mis en place.

vous trouverez ci-dessous une synthèse des dispositifs répertoriés :

[L'offre ACTEE - Banque des Territoires pour les établissements scolaires, crèches, bâtiments périscolaires et cantines](#)

En complément des accompagnements EdurénoV et ACTEE déjà existants, le plan d'urgence de l'État annoncé le 26 juin 2026 propose deux axes complémentaires destinés à anticiper les prochaines vagues de chaleur dès le printemps 2027 :

- Un diagnostic gratuit pour identifier les solutions d'adaptation des écoles à la canicule ;
- Une aide aux travaux pour financer le passage à l'action de 2500 écoles prioritaires, parmi celles qui ont dû fermer pendant la canicule et/ou ont été retenues dans le programme RACINE

Ainsi, la Banque des Territoires et ACTEE ont mis en place un [guichet unique](#), qui permettra de réceptionner et de traiter le parcours d'accompagnement des collectivités qui souhaitent participer au programme, selon qu'elles relèvent des écoles prioritaires du plan d'urgence ou non.

[Le dispositif été 2026 d'EDF pour les établissements scolaires et les centres de loisirs municipaux](#)

Dès à présent et jusqu'au 30 septembre 2026 EDF propose un remboursement jusqu'à 400€ par

équipement électrique de rafraîchissement (brasseurs d'air, brumisateurs inclus, climatiseurs, ventilateurs), dans la limite de 10 équipements par établissement. Les équipements inférieurs à 400€ sont 100 % pris en charge.

**Dispositif solution durable – EDF pour les communes inscrites dans le programme Edurénov**

Ce programme, ouvert jusqu'au 30 juin 2027, permet de bénéficier d'une prime forfaitaire de 10 000 € (cumulable avec d'autres dispositifs existants) pour financer :

- Une étude de faisabilité en vue d'évaluer les solutions de rafraîchissement adaptées à votre bâtiment ;

La mise en place d'un système de rafraîchissement actif.

**Fonds vert pour tout type d'établissement**

Ce programme contribue au financement des travaux portant uniquement sur l'amélioration du confort d'été,

selon le cahier des charges 2026 (AXE 1 point 2.3.2) :

- Mise en place de pare-soleil
- Mise en place de bardages ventilés
- Installations de protections solaires
- Installations de protections anti-effractions perméables à l'air
- Mise en place ou remplacement de ventilateurs de plafonds
- Rafraîchissement des espaces intérieurs par le sol (type puits provençal)
- Renaturation des sols

**TVA 5,5 pour tout type d'établissement**

À partir de septembre, les pompes à chaleur (PAC) air-air, les protections solaires et les rafraîchisseurs d'air bénéficieront d'une TVA à 5,5.

Voici les mesures proposées à l'école de Vebron

- pour obtenir l'aide EDF - avant le 30 septembre 2026 et dispositif solution durable jusqu'au 30 juin 2027
- pour déposer un dossier d'aide Fonds Verts
  - un climatiseur avec un bloc et deux sorties : une dans chaque classe
  - un brasseur d'air dans :
    - le réfectoire
    - le dortoir
    - la salle de motricité (2)
    - dans la salle annexe
    - des rideaux occultants à chaque fenêtre

Monsieur le Maire demande de valider le projet de rafraîchissement de l'école Publique et la possibilité de solliciter les aides proposées par l'Etat.

après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité Décide

**D'ADOPTER** le projet de rafraîchissement d'air de l'école Publique de Vebron

**DE SOLLICITER** les aides EDF et Fonds Verts afin de financer les dépenses prévues.

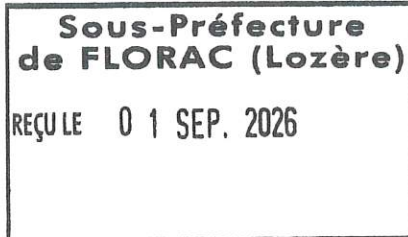
**CHARGE** Monsieur le Maire de toutes les formalités pour exécuter cette demande

Maire : Alain ARGILIER

1ere Adjointe : Christine DOUTRES



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présent délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication, par courrier postal ou par le biais de l'application informatique "Télérecours", accessible par le lien suivant : <http://www.telerecours.fr>



Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture  
le ~~31~~ **31** ~~AOUT~~ **AOUT** 2026  
et publié ou notifié

Alain ARGILIER  
Maire de VEBRON

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'A' followed by a flourish.

